

Banque mondiale/Entretien avec la représentante résidente au Gabon et en Guinée Équatoriale

Sylvie Dossou : " Le système de protection sociale du Gabon pourrait être amélioré et rendu plus performant "

Entretien réalisé par
Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

La Banque mondiale vient de publier le premier numéro des « Cahiers économiques du Gabon », qui proposent une analyse du développement économique récent du pays et ses défis face à la chute des cours des matières premières, avec ses conséquences sur les populations les plus vulnérables. Sa représentante résidente au Gabon revient sur les objectifs recherchés par cette nouvelle revue.

•L'Union : pourquoi avoir lancé les Cahiers économiques du Gabon ? Quel est le but recherché par cette publication, au regard de la multitude de rapports économiques qui paraissent chaque année sur le Gabon ?

—Sylvie DOSSOU : La Banque mondiale est un partenaire privilégié des pays en développement, avec une offre de services qui couvre aussi bien les dons et prêts que l'assistance technique, l'analyse économique et le partage de connaissances. Le volet analytique de la Banque mondiale s'appuie sur un certain nombre de rapports, comme la revue des dépenses publiques, le Mémoire économique ou la Revue des politiques de développement qui sont compréhensifs et, donc, se font tous les 3, voire 5 ans. Les Cahiers économiques proposent une analyse plus succincte et fréquente (chaque année, voire deux fois par an dans certains pays), dans laquelle la Banque mondiale donne sa lecture des événements globaux affectant les développements économiques récents du pays d'intérêt, ainsi que les perspectives de moyen terme et termine avec un sujet d'actualité qui est à même d'être affecté par les développements macroéconomiques en cours. Le premier numéro des Cahiers économiques du Gabon répond donc à cette volonté de la Banque mondiale de susciter le débat public sur les performances et perspectives de l'économie gabonaise, pour permettre aux décideurs et acteurs clés d'avoir un panorama plus enrichi.

•Avec la chute des cours du pétrole, peut-on dire que la situation économique du Gabon est

critique ?

La chute des cours du pétrole a eu un impact immédiat sur la situation économique au Gabon, à travers le ralentissement des activités du secteur pétrolier ainsi que des services connexes, et donc une réduction des recettes budgétaires et des devises provenant de ces activités. Les balances internes et externes ont donc été significativement affectées, le pays enregistrant un déficit budgétaire de 3.3% du PIB, pour la première fois depuis 1998, et la balance courante passant d'un excédent de 12.1% du PIB en 2014 à un déficit de 3.2% en 2015. Mais ces effets négatifs ont été atténués par la bonne réaction du gouvernement, qui a adopté un budget révisé avec une hypothèse sur le prix du baril de pétrole plus proche de la réalité actuelle (passant de 80\$ par baril à 40\$) et une batterie de mesures pour augmenter les recettes non-pétrolières, contenir les dépenses et mobiliser des financements sur le marché obligataire international. Avec la continuation de ces mesures, la Banque mondiale prévoit une perspective économique de moyen terme toujours positive, avec un taux de croissance se stabilisant autour de 5%.

•Quel est aujourd'hui le diagnostic de la Banque mondiale sur l'état de la pauvreté au Gabon ?

Il n'y a pas de données actualisées sur la pauvreté au Gabon, du fait de l'absence de données issues d'enquêtes. Toutefois, les projections des perspectives macroéconomiques et pauvreté de la Banque mondiale indiquent que la pauvreté, évaluée à un taux de 3.1 \$ par jour (exprimé en parité de pouvoir d'achat) connaîtra un léger recul de 22,7 pour cent en 2014 à 22,0 pour cent en 2015, qui se poursuivrait graduellement jusqu'à 21,1 pour cent en 2016, du fait de la croissance tirée par des secteurs intensifs en main d'œuvre, tels que les services et l'agriculture ainsi que des mesures de protection sociale progressivement mises en œuvre. Votre premier numéro s'intitule "Protéger les pauvres en dépit du ralentissement de la croissance".

Quel est l'impact de la chute des cours du pétrole sur les populations les plus vulnérables au Gabon ?

En ralentissant l'activité écono-



Photo : DR

Sylvie Dossou, représentante-résidente de la Banque mondiale au Gabon.

mique et en réduisant les recettes publiques disponibles, la chute des cours du pétrole impacte les populations vulnérables à plus d'un titre. En effet, près de la moitié de la population active exerce dans le secteur informel, qui est indirectement dépendant de la dynamique du secteur pétrolier et des services connexes. Le secteur de la construction et des BTP reçoit aussi une part importante de la population vulnérable. A travers donc le ralentissement de l'activité économique, la diminution des revenus des travailleurs vulnérables affecte leurs dépenses alimentaires, d'éducation et de santé et fragilise donc leur capital humain. Si les arbitrages budgétaires, du fait de la diminution des recettes de l'Etat sont faits en défaveur des secteurs d'éducation, santé et protection sociale, les premières victimes sont, évidemment, les populations vulnérables, qui sont amenées à mettre plus la main à la poche, ou tout simplement renoncer à ces services vitaux. La diminution des entrées de devises contraint aussi les importations et les rend plus onéreuses. Ainsi, le renchérissement du prix des produits de grande consommation importés affecte aussi les populations vulnérables.

•Quel jugement portez-vous aujourd'hui sur la politique de protection sociale du gouvernement gabonais ? Y a-t-il des choses à améliorer ?

Le Gabon a le mérite d'avoir mis en place, dès 2013, la Stratégie d'investissement humain qui démontrait une volonté politique forte

d'offrir une protection sociale aux GEF (Gabonais économiquement faibles, NDLR) et qui aide ceux qui ont la capacité de devenir autonomes sur le plan économique. Cependant, nous estimons que ce système pourrait être amélioré et rendu plus performant. Cinq défis majeurs sont à relever: l'absence de données; l'absence de coordination du système; la viabilité budgétaire du système; le ciblage des bénéficiaires; et la prise en compte des enseignements à travers le suivi-évaluation des différents programmes et de l'expérience d'autres pays dans la politique sociale. A titre d'exemple, l'Etat débourse environ 100 millions de \$ par an pour des bourses d'études aux étudiants dans le pays et à l'étranger, un exemple de la faiblesse du ciblage, puisqu'aucun effort n'est fait pour identifier les candidats à faibles revenus. Ce qui rend probable le fait que les bourses soient octroyées de façon disproportionnée à des étudiants non nécessaires. Afin de répondre à ces cinq défis, la Banque mondiale recommande de mettre l'accent sur les actions suivantes en 2015 et 2016: l'approfondissement de l'analyse de la pauvreté et la vulnérabilité, pour permettre de savoir exactement qui sont les pauvres, leur nombre et leur localisation; la réalisation d'un audit institutionnel du système permettrait d'évaluer les capacités humaines, opérationnelles et financières des établissements publics intervenant dans la protection sociale; la simulation des options de déploiement pour cerner toutes les implications en terme de coût budgétaire et de besoin en capacité, pour assurer que le système de protection sociale est soutenable, au regard de la baisse des revenus de l'Etat; et l'élaboration d'un plan de déploiement qui reflète les résultats des 3 points précédents. Enfin, je voudrais terminer par dire que les systèmes de protection sociale ont fait la preuve de leur efficacité en tirant des millions d'individus hors de la pauvreté, en renforçant le capital humain et en stimulant l'économie. Le Gabon a déjà démontré une volonté politique de tendre la main aux couches les plus vulnérables de sa population, il faut maintenant opérationnaliser pleinement le système et rendre son fonctionnement optimal, afin qu'il bénéficie pleinement et exclusivement aux personnes les plus pauvres.

Brèves

Prévision mondiale/FMI.

La directrice générale du FMI, Christine Lagarde a dévoilé au journal allemand Handelsblatt, en guise de meilleurs vœux, ses prévisions pour 2016. Il s'agit des taux en hausse et un dollar plus fort qui, semble-t-il, pourraient conduire à des défauts de paiement de la part d'entreprises, et se propager dangereusement aux banques et aux Etats. Selon le FMI, la croissance mondiale en 2016 sera décevante et inégale. Et les perspectives de moyen terme se sont assombries aussi, parce que la faible productivité, la population vieillissante et les suites de la crise financière mondiale freinent la croissance.

Véhicules japonais/Afrique.

Sur les huit premiers mois de l'année fiscale 2015 (avril-novembre), au Japon, le nombre de véhicules produits et exportés vers l'Afrique, à savoir 12 742 unités, s'affiche en repli de 15,3%, comparé à celui de 2014, selon des données statistiques de la Japan Automobile Manufacturer Association (JAMA). Au mois d'octobre, ce volume de vente (12 091 unités), était en repli de 27,3% comparé à 2014.

Opérations fusions-acquisitions/Echelle mondiale.

L'année 2015 restera dans les annales pour sa frénésie d'opérations de fusions-acquisitions à l'échelle mondiale. Selon un bilan de Thomson Reuters, les deals déjà bouclés ont atteint en volume 2295000 milliards de francs au 18 décembre, soit une hausse de 41 % par rapport à 2014. Cette progression a été essentiellement tirée par les méga-fusions, à l'instar de noces de géants Allergan et Pfizer. En effet, le nombre d'opérations de fusions-acquisitions a été quasiment stable par rapport à 2014 mais celles supérieures à 2500 milliards de francs ont bondi de 54 % sur un an.

Investissements/Cameroun.

Le gouvernement du Cameroun vient d'attribuer trois contrats d'un montant total de plus de 8 milliards de francs Cfa, pour la réhabilitation de deux structures hôtelières qui serviront à l'hébergement des équipes devant prendre part à la CAN féminine de football 2016. Le plus grand bénéficiaire de ces contrats est la société camerounaise Gresceram International, qui s'adjudge deux contrats d'un montant global de 5,6 milliards de francs Cfa, pour la réhabilitation du Mountain Hotel de Buéa.

Rassembleés par MZM

C H A N G E	COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 29/12/2015	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	04/01/2016	4528,98
		USD	1,0898	1USD =	601,906	1 USD	638,498	DOW JONES	04/01/2016	17425,03
		CAD	1,5172	1CAD =	432,347	1 CAD	455,617			
		JPY	129,7800	1JPY =	5,054	100 JPY	525,594			
		GBP	0,07381	1GBP =	888,710	1 GBP	925,672			
		CHF	1,0891	1CHF =	602,293	100 CHF	63 066,15			
		ZAR	16,9558	1ZAR =	38,686	100 ZAR	4 022,91			
		MAD	10,7811	1MAD =	60,843	1MAD	63,27			
		CNY	7,1208	1CNY =	92,118	1CNY	94,88			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
04 Decembre 2016: **38,15**

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>